



SECURITE ALIMENTAIRE ET IMPLICATIONS HUMANITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

Novembre 2012

L'Essentiel

- ▽ Bonnes perspectives agricoles confirmées par le PREGEC
- ▽ Une situation acridienne qui demeure sérieuse
- ▽ Tendances sur les marchés internationaux et en Afrique de l'Ouest : prix du mil toujours très élevés et normalisation du prix des autres céréales en Afrique de l'Ouest
- ▽ Difficultés alimentaires possibles en 2013 pour les ménages dont les moyens d'existence sont toujours affectés par la crise de 2011-2012

Campagne agricole et évaluations des récoltes

Les résultats de la réunion du Réseau de prévention et de gestion des crises alimentaires (PREGEC) organisée par le Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS) du 19 au 21 novembre 2012 à Niamey (Niger), indiquent que la production céréalière totale attendue dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (1) au titre de la campagne agricole 2012/2013 se chiffre à 57,4 millions de tonnes dont 13,7 de riz, 17,9 de maïs, 11,1 de mil et 14,3 de sorgho. Cette production est en hausse de 13 % par rapport à l'année dernière et de 18 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Dans les pays du Sahel, la production (hors Burkina Faso) s'élève à 17,5 millions de tonnes de céréales soit des augmentations de 37 % et 35 % par rapport à l'année précédente et à la moyenne quinquennale respectivement. Quant aux productions de manioc et d'igname principalement cultivées dans les pays du Golfe de Guinée, elles sont estimées respectivement à 76,3 millions et 53 millions de tonnes, soit une augmentation de 2 % pour l'igname et une baisse de 3 % pour le manioc par rapport à 2011/2012.

Au Tchad, la mission conjointe (CILSS/FAO/FEWS NET/CE-JRC/Gouvernement) d'évaluation préliminaire des récoltes indique que la production céréalière de la campagne agricole 2012-2013 est estimée à 3,8 millions de tonnes. Elle est en nette augmentation (+130 %) par rapport à celle de la campagne agricole 2011-2012 qui était de 1,7 millions de tonnes et de +86 % comparée à la moyenne des cinq dernières années. Cette performance est consécutive à la production de la zone sahélienne frappée durement par la sécheresse en 2011-2012 et qui enregistre cette année une production record de 3 millions de tonnes contre seulement 0,9 million l'année dernière, représentant ainsi un accroissement de 226 %. La zone soudanienne, en revanche, enregistre un accroissement de production céréalière moins marqué (+5 %), enregistrant ainsi une production céréalière estimée à 757 545 tonnes

contre 722 941 tonnes lors de la campagne dernière.

Au Niger, la mission conjointe (CILSS/FAO/FEWS NET/PAM/Gouvernement) d'évaluation préliminaire des récoltes, indique que la production céréalière pluviale 2012 est estimée à 5,1 millions de tonnes, soit un accroissement de 22 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années et de 43 % par rapport à la production de 2011. Il faut signaler à cet égard la bonne préparation de la campagne agricole avec notamment la mise à disposition et la subvention des intrants tels que les semences améliorées et les engrais.

Au Mali, une production brute de 6,2 millions de tonnes de céréales est attendue pour la campagne agricole 2012/2013, dont 2 millions de riz et 1,4 millions de maïs. Cette production globale de céréales est supérieure à celle de la campagne précédente évaluée à 5,8 millions de tonnes, avec un taux d'augmentation de 7 %. La production de riz passe de 1,7 millions de tonnes l'année dernière, à 2 millions pour la présente campagne soit un taux d'augmentation de 16 % et de 41,35 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Concernant la situation pastorale, les pâturages sont abondants et les points d'eau bien remplis dans l'ensemble des pays. La situation zoo-sanitaire est relativement calme malgré la persistance de quelques foyers de péripneumonie contagieuse bovine et de peste des petits ruminants.

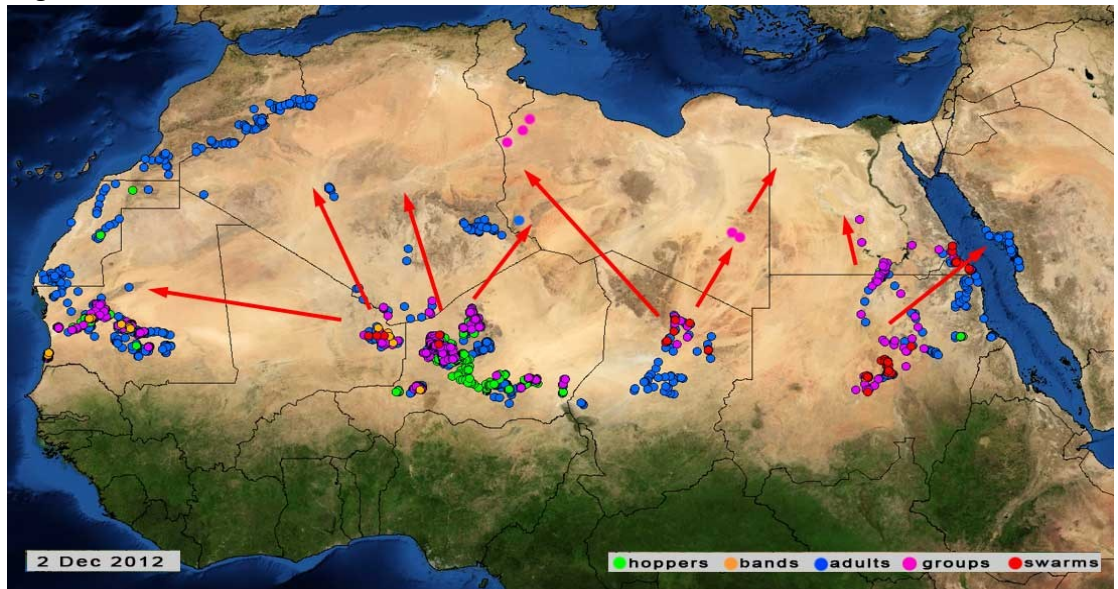
Au Niger, il faut s'attendre à un bilan fourrager globalement excédentaire même si certaines zones méritent une attention particulière. L'état d'embonpoint des animaux est satisfaisant pour toutes les espèces. Compte tenu des précipitations enregistrées, l'abreuvement des animaux se fait au niveau des mares permanentes et semi-permanentes, des lacs et des cours d'eau (Komadougou, fleuve Niger et ses affluents).

(1): Ces chiffres n'intègrent pas les résultats du Burkina Faso non disponibles

Extension de la préoccupante menace acridienne

La situation relative au criquet pèlerin demeure préoccupante avec la poursuite de la formation de petits essaims au Mali, au Niger et au Tchad, et le déplacement de groupes d'aîlés vers le Nord en direction de la Libye, de la Tunisie et de l'Algérie. Les criquets ont formé des groupes et de petites bandes larvaires dans l'ouest de la Mauritanie. Davantage de groupes et de petits essaims vont probablement se former en décembre dans le Sahel et se déplacer vers l'Afrique du Nord-Ouest et le nord-ouest de la Mauritanie.

Figure 1: Situation acridienne au 2 décembre



Source : FAO

Consultez les dernières informations disponibles sur le site web de la FAO :

www.fao.org/ag/locusts/fr/info/info/index.html
www.fao.org/ag/locusts/fr/info/2002/index.html

Les opérations de lutte aérienne ont commencé au Niger. Des opérations de lutte terrestre ont également été réalisées en Mauritanie et au Tchad. Tous les efforts sont nécessaires pour suivre la situation et entreprendre les opérations de lutte indispensables.

Nombreuses inondations en Afrique de l'Ouest et leurs impacts

Une mission conjointe (Nations Unies, Gouvernement et ONG) s'est rendue du 17 au 22 septembre dans le département du Borgou/Alibori au **Bénin** pour y réaliser une évaluation rapide de l'ampleur des dégâts causés par les inondations. A Karimama, sur une superficie totale de 22 675 ha (toutes spéculations confondues), environ 13 949 ha soit 62 % ont été engloutis par les eaux et les cultures entièrement détruites. Ces pertes, estimées à plus de la moitié des quantités attendues des récoltes dans une zone habituellement déficitaire, constituent un risque élevé d'insécurité alimentaire pour les populations affectées par les inondations. A Malanville, sur 19 191 ha de superficie emblavée, 9 691 ha sont détruits, ce qui représente environ 50 % des pertes de superficies emblavées pour les cultures vivrières.

Selon OCHA, à Diffa au **Niger**, le niveau de la Komadougou continuait de monter début novembre. Plus de 900 hectares de cultures auraient été inondés : 1 662 champs de poivrons et 937 rizières sont inondés. La crue du fleuve Niger se poursuit et deux sites identifiés à Séno vont être aménagés pour accueillir les populations des zones inondables des communes de Niamey.

Au **Nigéria**, selon l'évaluation conjointe (Nations Unies, Gouvernement, National Emergency Management Agency [NEMA], State Emergency Management Agency [SEMA], Universités) conduite du 19 octobre au 2

novembre, le riz a été la culture la plus affectée par les inondations, immédiatement suivi par le manioc et le maïs. La sécurité alimentaire est menacée en particulier dans les zones où les inondations ont emporté les terres agricoles, les infrastructures d'irrigation et les ponts qui reliaient les zones de production. L'impact sur la disponibilité alimentaire pourrait ne pas se faire ressentir immédiatement dans la mesure où le pays dépend des importations de riz. Cependant, la majeure partie des zones de production rizicole a été détruite par les inondations ce qui pourrait diminuer le revenu des producteurs concernés. Bien que des prix aient atteint des records, il est encore trop tôt pour évaluer l'impact des inondations sur l'indice des prix des denrées alimentaires.

Le NEMA avance le chiffre de 7,7 millions de personnes affectées dans tout le pays.

Enfin, il faut noter que des inondations importantes sont survenues dans les Etats du Nord déjà affectés par des taux de malnutrition élevé. Dans ces régions, les ménages vulnérables pourraient être affectés par des difficultés d'accès à une alimentation suffisante et par un risque plus élevé de malnutrition.

Tendances sur les marchés internationaux

L'indice FAO du prix des produits alimentaires était de 213 points en moyenne en octobre 2012, soit 2 points (1 %) de moins qu'en septembre. Ce recul est dû en grande partie à la contraction des prix internationaux des céréales ainsi que des matières grasses et des huiles, qui a plus que compensé les augmentations des prix du sucre et des produits laitiers, tandis que les valeurs des produits carnés restaient inchangées. Les prix des produits alimentaires pendant les dix premiers mois de cette année ont été en moyenne de 8 % inférieurs à ceux de la même période en 2011.

L'indice FAO du prix des céréales était de 259 points en moyenne en octobre, soit 3 points (1,2 %) de moins qu'en septembre, en grande partie à cause d'un léger fléchissement des prix du blé et du maïs. La légère baisse des prix du blé traduit la contraction des échanges commerciaux, tandis que le recul des prix du maïs s'explique principalement par le ralentissement de la demande des secteurs de l'industrie et de l'élevage. Les cours du riz sont en grande partie restés stables. Par rapport à octobre 2011, l'indice FAO du prix des céréales est en hausse de 12 %, en raison surtout d'une augmentation de 16 % des prix du blé et des céréales secondaires ; les cours du riz perdant quant à eux presque 4 %. L'indice des prix des céréales est encore 15 points (5,4 %) en dessous de son niveau record de 274 points, enregistré en avril 2008.

En octobre, les cours mondiaux du riz sont restés globalement stables (légère baisse de 1 % entre septembre et octobre) et devraient le rester – à moins d'un changement significatif dans la politique thaïlandaise – dans les mois à venir. Les récoltes asiatiques ont commencé et s'annoncent plutôt bonnes. Les stocks des principaux exportateurs sont en progression et l'offre sera largement suffisante pour couvrir une demande mondiale qui s'annonce pour l'instant stable en 2013 (bulletin Osiriz-n°104).

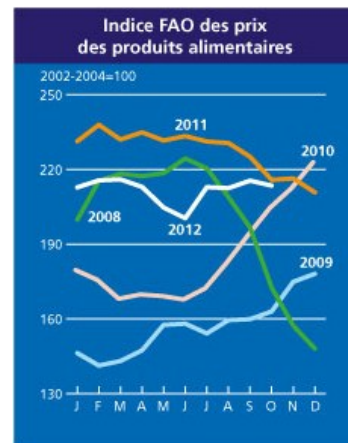


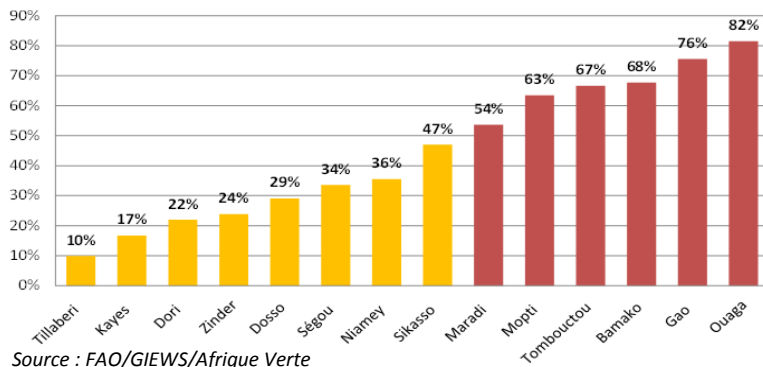
Figure 2: Indice FAO des prix des produits alimentaires

Source : FAO

Tendances sur les marchés en Afrique de l'Ouest : prix du mil toujours très élevés et normalisation du prix des autres céréales

Début novembre 2012, des baisses saisonnières généralisées des prix des céréales sèches sont enregistrées dans les pays de l'Afrique de l'Ouest, mais les prix restent toujours à des niveaux élevés comparés à l'année passée ou à la moyenne quinquennale. La figure 3 montre un niveau toujours très élevé des prix du mil et notamment au Mali (détails, encadré page 4).

Figure 3 : Tendances des prix du mil (novembre 2012) par rapport à la moyenne quinquennale (2007-2011)



Source : FAO/GIEWS/Afrique Verte

Au Niger, selon l'ONG Afrique Verte, même si les prix des céréales sèches connaissent des baisses saisonnières, des hausses importantes ont toutefois été enregistrées sur le marché de Maradi pour le mil (+29 %) et pour le sorgho (+11 %) comparé à octobre 2012. Ces hausses sont dues à la rareté de ces produits sur le marché, causée par la baisse drastique des importations en provenance du Nigéria et de la faible mise en marché de la production locale. Comparés à la moyenne quinquennale, les prix des céréales sèches sont en hausse pour le mil

(de 10 % à 54 %), pour le sorgho (de 11 % à 39 %) et pour le maïs (de 12 % à 25 %). Au Burkina Faso, les baisses des prix des céréales enregistrées en ce début de novembre 2012 sont surtout dues à l'amélioration de la disponibilité des céréales sur les marchés selon l'ONG Afrique Verte. Toutefois, comparés à la moyenne quinquennale, les prix des céréales sèches restent élevés pour le mil (de 13 % à 82 %), pour le sorgho (de 9 % à 36 %), et pour le maïs (de 9 % à 27 %).

Au Sénégal, comparés à la moyenne quinquennale, les prix des céréales sèches restent élevés pour le mil (de 11 % à 44 %) et pour le maïs (de 14 % à 44 %). Au Tchad, comparés à la moyenne quinquennale, les prix des céréales sèches restent élevés pour le mil (de 13 % à 37 %), pour le sorgho (de 8 % à 46 %, mais avec une baisse exceptionnelle enregistrée à Mongo (-21 %).

En septembre, les prix du riz importé sont restés relativement stables au Libéria sur la plupart des marchés à l'exception de Pleebo, marché peu intégré en raison du mauvais état des routes pendant la saison des pluies, qui a accusé une hausse de 14 % par rapport à août 2012. Les marchés ruraux continuent d'afficher des prix plus élevés que ceux autour de Monrovia. Les marchés les plus chers sont ceux de Tubmanburg, Pleebo et Voinjama respectivement de 14 %, 13 % et 10 % plus chers qu'à Monrovia (entre août et septembre 2012). Dans l'ensemble, les marchés sont bien approvisionnés en riz importé. Les récoltes de riz dans les régions du sud-est n'ont pas encore atteint les marchés où le riz importé prédomine.

Ces augmentations provoquent une baisse du pouvoir d'achat des consommateurs et affectent l'accessibilité alimentaire des ménages les plus pauvres qui dépendent des marchés pour s'alimenter.

Tendances sur les marchés en Afrique de l'Ouest : prix du mil toujours très élevés et normalisation du prix des autres céréales (suite)

Début octobre 2012 est caractérisé par une nette amélioration des termes de l'échange en faveur des éleveurs et agro-éleveurs de l'Afrique de l'Ouest. A titre illustratif, au Niger, sur le marché d'Abalak/Tahoua (zone pastorale), l'analyse des termes de l'échange en octobre 2012, indique qu'un bouc vendu permet à un éleveur d'acquérir 115 kg de mil contre 98 kg le mois passé (Albichir No. 36). Au

Mali, un éleveur qui vend son mouton en octobre 2012, reçoit 214 kg de mil contre 137 kg en septembre sur le marché de Bandiagara. Toutefois, comparé à la moyenne des trois dernières années, ces termes de l'échange restent défavorables à l'éleveur de Bandiagara (-23 %).

Mali : Prix toujours élevés pour le mil mais normalisation des autres céréales

On assiste à une normalisation progressive des prix du sorgho à Sikasso, Bamako, Tombouctou mais pas encore à Ségou, Mopti et Kayes (tableau 1). Les prix du mil restent toutefois élevés aussi bien sur les marchés excédentaires que déficitaires et se pose par conséquent le problème de l'accès pour les populations qui en dépendent. Ces prix risquent de rester bien au-dessus de la moyenne jusqu'à la prochaine campagne agricole. Le riz se comporte relativement bien et on peut également parler d'un retour à la normale pour le riz local et le riz importé (à l'exception de Tombouctou où le riz importé reste cher) ainsi que pour le maïs. Un suivi de l'évolution du comportement des prix demeure toutefois indispensable.

Tableau 1: Niveaux de prix (novembre 2012) par rapport à la moyenne 2007-2011

	Bamako	Gao	Kayes	Ségou	Sikasso	Tombouctou	Mopti
Mil	68%	76%	17%	34%	47%	67%	63%
Sorgho	8%	65%	29%	48%	-6%	6%	70%
Riz local	4%		15%	-1%	4%	9%	9%
Riz importé	9%	4%	-3%	1%	5%	1%	12%

Source : données FAO/GIEWS/Afrique Verte

Compétitivité des achats locaux de céréales au Mali :

Une analyse comparative entre l'assistance en nature et les transferts de cash démontre l'efficacité de ces derniers. En effet, on s'aperçoit que pour le Mali, l'assistance sous forme de cash est de 20 à 40 % moins chère que celle en nature à Ségou et de 10 à 20 % moins chère à Kayes et Mopti.

Impact sur la sécurité alimentaire et nutrition

Au Burkina Faso, une étude théorique –fondée sur l'hypothèse que seuls les prix des céréales sur les marchés auraient changé par rapport à l'année de référence - réalisée par Save the Children dans le cadre du projet régional HEA Sahel, a montré qu'une hausse des prix des céréales de base, telle qu'observée actuellement sur les marchés locaux (hausse de 21 à 116 % pour le sorgho, principale céréale de base, par rapport à l'année de référence, dans les zones les plus affectées), peut plonger les ménages très pauvres en situation d'insécurité alimentaire aigüe à l'approche de la période de soudure. Etant donné l'impossibilité de prévoir la hausse des prix à l'avance, la situation décrite devra par conséquent être suivie et mise à jour régulièrement. La dégradation du pouvoir d'achat des ménages très pauvres, entraînée par de tels niveaux de prix, pourrait ainsi conduire au maintien de

taux de malnutrition élevés au Sahel, même lorsque les récoltes attendues sont bonnes.

En Mauritanie, les résultats de l'enquête SMART (Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transitions) de juillet 2012 indiquent que sur le plan national, le taux de malnutrition aiguë globale (MAG) s'élève à 12 %. Ce taux a connu une légère hausse par rapport à celui de l'enquête de juillet 2011 (10,7 %). Le taux de malnutrition aiguë sévère (MAS) a également connu une légère hausse puisqu'il est passé de 1,4 % à 1,7 %. Les résultats par région ont montré que la situation nutritionnelle varie de l'état dit « précaire » à « critique » à l'exception de Nouadhibou qui présente une prévalence de MAG relativement faible à 2,1 %.

Impact sur la sécurité alimentaire (suite)

Le seuil critique pour la malnutrition aiguë globale (>15 %) est dépassé dans 4 régions : Hodh Chargui (16,2 %), Assaba (16,4 %), Brakna (17,1 %) et Tagant (18,2 %). Dans les régions de Brakna et Tagant, la prévalence de (MAS) dépasse le seuil d'urgence de 2%. La région de Guidimakha avec 14,5 % est considérée comme étant dans une situation nutritionnelle «sérieuse» (MAG>10 %). Cette région présente toutefois une prévalence de MAS également supérieure au seuil d'urgence (2,5 %).

Les régions de Hodh Gharbi (13,7 %), Gorgol (13,2 %) et les 3 régions du Nord (Adrar, Inchiri et Tiris) (10,1 %) se trouvent également dans une situation nutritionnelle «sérieuse». Seules les régions de Trarza, Nouadhibou et Nouakchott présentent une prévalence inférieure à 10 %. Toutefois, les deux régions de Trarza et Nouakchott méritent d'être surveillées car se trouvent dans une situation précaire.

Au Mali, les résultats définitifs de l'enquête EFSA (Emergency Food Security Assessment) menée en août 2012 avec le soutien du SAP (Système d'Alerte Précoce) indiquent que 28 % des personnes déplacées ont une consommation alimentaire inadéquate en dépit du fait qu'environ 50 % des ménages interrogés déclarent avoir reçu de l'assistance alimentaire. En termes de sécurité alimentaire, les régions du Nord sont les plus affectées en raison, notamment, de la persistance de l'insécurité et de la perturbation des activités économiques. En prenant en compte le score de consommation alimentaire, on constate qu'à Kidal, environ 50 % des ménages déplacés sont en insécurité alimentaire de même que près de 30 % dans les régions de Tombouctou et de Gao. L'analyse qualitative a montré que, dans les zones occupées, la situation en termes d'insécurité alimentaire de l'ensemble de la population est comparable à celle des familles déplacées et d'accueil : cela est lié au fait que l'insécurité affecte invariablement l'ensemble de la population.

Un plan de contingence Mali + (incluant la Mauritanie, le Niger, le Burkina Faso, le Sénégal, la Guinée, la Côte d'Ivoire et l'Algérie) a été élaboré par le groupe de travail régional inter-agences pour la préparation et la réponse aux urgences (EPRWG) sur la base de 4 scénarios potentiels de développement du conflit au Nord Mali.

Au nord Nigéria, une récente enquête d'UNICEF, conduite d'août à octobre 2012 à Borno, Jigawa, Kano, Katsina, Kebbi, Sokoto, Yobe et Zamfara, indique que tous les états - excepté Kano - présentent des taux de malnutrition aiguë globale supérieurs à 10 % et même supérieurs à 15 % (seuil critique pour la MAG) pour Sokoto (16,2 %), nécessitant une prise en compte immédiate et notamment la poursuite de support nutritionnel pour les enfants de moins de cinq ans.

Au Libéria, le marché de Zwedru a enregistré une hausse du carburant de 110 % entre août et septembre 2012, la plus forte depuis 2009. Cette hausse, attribuée à l'impossibilité pour les camions citerne de réapprovisionner Zwedru et d'autres districts de la région en raison du déplorable état des routes (à la suite de pluies diluviennes) accentue la pression sur les prix, notamment des denrées alimentaires. Cette hausse, combinée aux coûts élevés de transport rendant l'accès aux marchés particulièrement difficile, affecte le pouvoir d'achat des ménages les plus vulnérables dépendant du marché.

En Côte d'Ivoire, le mois d'octobre marque le démarrage de la grande traite du cacao. Dans l'Ouest du pays, en dehors de Guiglo où le cacao s'achetait à 538 francs CFA/kg en octobre 2012, le prix officiel garanti de 725 francs CFA/kg était effectif à Man, Duékoué, Bolequin, Toulepleu et Zouan Hounien. En revanche, certains acheteurs (pisteurs illégaux) proposent des prix d'achat largement en deçà du prix officiel. Ces derniers profitent du manque d'organisation et d'argent des paysans comme moyen de pression lors des négociations et proposent des prix d'achat bas qui descendent parfois jusqu'à 400 francs CFA. Ce phénomène est observé dans les sous-préfectures reculées ou difficiles d'accès (Zou, Gbapleu, Diéouzon, Bakoubly, etc.). La conséquence immédiate est la mévente du cacao chez ces producteurs qui préfèrent stocker leurs produits plutôt que de les brader. Etant donné que les revenus issus de la vente du cacao seront essentiellement consacrés aux dépenses alimentaires, l'accès à la nourriture des acheteurs nets d'aliments dépendra du respect du prix garanti de cette culture et de la capacité des acheteurs à payer effectivement les producteurs (PAM – Office d'aide à la commercialisation des produits vivriers de Côte d'Ivoire [OCPV]).

Les résultats définitifs de l'analyse CFSVA (Comprehensive Food Security and Vulnerability Analysis) conduite au **nord Ghana** indiquent que :

- Plus de 600 000 personnes étaient considérées en insécurité alimentaire au moment de l'enquête et que 400 000 autres étaient estimées en insécurité alimentaire temporaire.
- La région Upper East a la plus grande proportion de ménages en insécurité alimentaire (27 %). Dans les régions Northern et Upper West, 10 % et 16 % des ménages respectivement sont en insécurité alimentaire. Wa West (42 %), Central Gonja (39 %), Talensi-Nabdam (39 %), Kassena-Nankana West (35 %) et Kassena-Nankana East (33 %) sont les cinq districts ayant la plus grande proportion de ménages en insécurité alimentaire.
- 88 % des ménages du nord Ghana dépendent de l'agriculture et 95 % ont déjà fait ou ont prévu de faire une ou plusieurs récoltes. Lorsque les récoltes sont mauvaises, ces ménages sont donc plus susceptibles d'être en insécurité alimentaire.
- Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de manière drastique en partie en raison de la baisse de la production en 2011 et également des fortes tendances inflationnistes. Les ménages les plus pauvres consacrent une grande partie de leurs dépenses à la nourriture et sont par conséquent plus affectés par toute hausse des prix alimentaires.

Une mission conjointe PAM/HCR (JAM, Joint Assessment Mission) est en cours au **Libéria** de même qu'en **Côte d'Ivoire** (zones de Bangolo, Duekoué, Bloléquin, Toulepleu). Les résultats préliminaires indiquent que le retour progressif des populations déplacées a été freiné par les attaques récentes en Côte d'Ivoire et a engendré de nouveaux départs vers le Libéria, les mouvements internes de population se sont stabilisés, les conditions d'accès à l'eau restent difficiles, les cantines scolaires ne sont pas approvisionnées, l'accès aux soins de santé demeure précaire dans l'ensemble des zones visitées, les rapatriés tardifs ont manqué la campagne agricole, les systèmes d'approvisionnement des marchés restent perturbés et la durée moyenne des stocks alimentaires se situe entre 2 et 4 mois.

Recommandations au groupe de travail régional sécurité alimentaire et nutrition

Continuer à soutenir le programme de réponse régional face à la menace acridienne qui persiste pour renforcer les plans d'action des pays (Mali, Mauritanie, Niger et Tchad)	Permettre aux acteurs de la lutte antiacridienne d'agir efficacement (surveillance, contrôle, logistique, matériel et traitement des zones infestées)
Continuer à suivre la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel et plus particulièrement au Nord Mali	Des scénarios de réponse alimentaire et nutritionnelle sont élaborés pour une meilleure préparation
Continuer à suivre le comportement des prix notamment au Mali, Tchad et Burkina Faso	Suivi de l'accès alimentaire pour les ménages les plus pauvres

Conclusions

- ▽ Les perspectives agricoles et pastorales sont globalement bonnes en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Cependant, les taux de malnutrition généralement élevés, les prix des céréales qui, malgré les baisses, restent élevés et les difficultés d'accessibilité alimentaire qui continuent de frapper les ménages ruraux pauvres et très pauvres ayant peu ou pas accès à l'agriculture, suggèrent que des situations d'insécurité alimentaire persisteront en 2013.



Informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

www.wfp.org/food-security

Mme Naouar Labidi
Naouar.Labidi@wfp.org

M. Idrissa Noma (marchés)
Idrissa.Noma@wfp.org

M. Cédric Charpentier
Cedric.charpentier@wfp.org

www.fao.org/crisis/sahel/the-sahel-crisis/fr
www.fao.org/emergencies/fr

M. Jose Luis Fernandez
Joseluis.Fernandez@fao.org

M. Patrick David
Patrick.David@fao.org

M. Papa Boubacar Soumaré
PapaBoubacar.Soumare@fao.org



A vos agendas !

- > réunion RPCA/AGIR : du 4 au 6 décembre 2012, à Ouagadougou (Burkina Faso)
- > lancement mondial du CAP le 13 décembre 2012
- > publication des cartes de vulnérabilité des SAP (disponibles pour Niger, Burkina Faso, Mali), en cours
- > enquête marchés CILSS : du 4 au 16 février 2013